



## Colloque

# Jeunesse(s), Engagement(s), Association(s) et Participation(s)

FIGEAC, 4 et 5 juin 2015

Atelier A : Faciliter la participation

### UN DISPOSITIF SOCIO-SCIENTIFIQUE AU SERVICE DE LA PARTICIPATION DES JEUNES

**Marie-Madeleine GURNADE**

UMR « Éducation, Formation, Travail et Savoirs », Université Toulouse, Jean Jaurès

Contact : [m.gurnade@gmail.com](mailto:m.gurnade@gmail.com)

## **INTRODUCTION**

En France, comme le marque la dernière loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine qui instaure l'obligation de créer des conseils citoyens dans les quartiers prioritaires, l'impératif de participation des citoyens est prégnant. Pour autant, les différentes formes de participation cloisonnent encore, pour beaucoup, les citoyens dans un cadre déjà préétabli et dans un rôle attendu par les institutions publiques (Jouve, 2006). Ils ne disposent pas d'un réel pouvoir d'influence sur les décisions locales et pour transformer les politiques publiques. Cette injonction à la participation, également de rigueur pour la jeunesse a donné lieu à l'élaboration de diverses instances participatives afin de donner une place à la parole des jeunes dans le débat local. Deux approches différentes de la participation (Loncle, 2008) ont caractérisé cette volonté d'associer ces « sans voix » aux décisions locales : une logique consumériste basée essentiellement sur la consultation des jeunes et une logique démocratique qui vise à promouvoir leur empowerment c'est-à-dire « leur capacité d'action et de s'émanciper » (Bacqué, 2005).

Cette communication se propose d'analyser comment ces acteurs bien souvent considérés de second ordre peuvent devenir des acteurs influents dans la construction des politiques locales et ainsi légitimer leurs savoirs et renforcer leur puissance d'agir. Elle prend appui sur une recherche-intervention (Bedin, 2013) dont l'origine est une demande sociale d'élus locaux d'une commune péri-urbaine désireux de mieux connaître la diversité des jeunes de leur territoire. Les phases de négociation entre les commanditaires et les chercheurs rattachés à un laboratoire des Sciences de l'éducation et de celle de contractualisation par une CIFRE<sup>1</sup> ont établi la co-construction d'un observatoire « vivre sa jeunesse » conjointement associée à la réalisation d'une thèse. Cet observatoire positionné à l'interface entre le monde scientifique et le monde social se caractérise comme un dispositif socio-scientifique (Marcel, 2010). Dans cet espace partagé et négocié, une multiplicité de savoirs se rencontre et se confronte dont le savoir d'usage des jeunes entendu comme un savoir adossé à une pratique répétée de leur environnement immédiat (Sintomer, 2003). À travers cette recherche-intervention, il s'agit de mettre en avant le rôle d'un dispositif socio-scientifique dans la circulation du savoir d'usage des jeunes ainsi que dans le développement de leur participation citoyenne. Plus précisément,

---

<sup>1</sup> Cette Convention Industrielle de Formation par la REcherche apporte une subvention d'État pour trois ans à une entreprise, une association ou une collectivité territoriale pour l'embauche d'un chercheur novice en CDD ou CDI qui effectue sa thèse.

nous allons voir l'émergence d'une nouvelle demande des décideurs locaux qui prolonge le caractère émancipatif et participatif du dispositif. Après avoir contextualisé la recherche-intervention, le cadre théorique et la méthodologie mobilisés sont présentés. Ensuite, les liens entre la construction d'un collectif émancipateur, la circulation des savoirs d'usage des jeunes et la participation citoyenne juvénile sont développés.

## **1. LE CONTEXTE D'UNE RECHERCHE-INTERVENTION MENÉE « SUR », « POUR », « AVEC » ET « PAR » LES JEUNES**

Avant de décrire le contexte de la recherche-intervention et le dispositif déployé, les quatre visées de cette forme spécifique de recherche qui tend à rendre effectif le rapport dialectique entre la sphère académique et la sphère politique sont explicitées.

### **1.1. Les quatre visées d'une recherche-intervention en Sciences de l'éducation**

La recherche-intervention s'inscrit dans le prolongement des différentes démarches de recherche qui articulent la science et l'action. Elle concilie une finalité heuristique de production de connaissances, le « sur » et une finalité praxéologique à travers la transformation des pratiques, le « pour ».

En instaurant une collaboration entre les chercheurs et la société civile, la recherche-intervention est une démarche de recherche pertinente pour un chercheur qui prend place au sein de la cité. Elle s'élabore « avec » les acteurs de terrain en les impliquant dans différentes étapes de la recherche à partir de la reconnaissance de leurs savoirs. La recherche-intervention déploie des méthodes participatives qui privilégient l'interaction, les apports réciproques entre chercheurs et acteurs sociaux et la circulation des savoirs de chacun. Dans la mesure où la recherche-intervention peut être qualifiée de recherche participative, elle « s'inscrit dans un vaste mouvement qui renouvelle fondamentalement les relations des chercheurs et des autres acteurs avec les savoirs, le pouvoir et l'action. Elle remet en cause la double délégation par laquelle les praticiens, les usagers délèguent les choix sur les questions qui les concernent aux politiques d'une part (via les élections) et aux experts (dont les chercheurs) d'autre part. Elle reconnaît et intègre des savoirs non scientifiques, fait dialoguer chercheurs et non-chercheurs sur les mêmes objets et contribue au renforcement des capacités des participants chercheurs et autres acteurs » (Faure et al., 2010).

Menée une recherche-intervention en Sciences de l'éducation implique une responsabilité supplémentaire, celle de l'émancipation des acteurs qui correspond au « par » (Marcel, 2015). Plus que partenaires de la recherche-intervention, les acteurs sociaux sont auteurs de la transformation sociale à mettre en œuvre. L'enjeu est d'inverser le sentiment d'illégitimité des personnes et renforcer leur puissance d'agir de par la conscientisation et l'expérimentation continue (Dewey, 2011). La recherche-intervention en Sciences de l'éducation vise à la fois la production de nouvelles connaissances, la résolution d'un problème identifié par les acteurs et l'amplification de leur autonomie.

## **1.2. L'observatoire « vivre sa jeunesse », un dispositif socio-scientifique participatif**

Le dispositif au centre de notre recherche-intervention est un observatoire sur la thématique du « vivre sa jeunesse » dans une ville péri-urbaine. L'observatoire est conçu pour rassembler des informations hétérogènes provenant d'une pluralité de sources, créer de nouvelles connaissances, assurer leur analyse et émettre des propositions pour aider le pilotage des politiques publiques. Dans notre recherche-intervention, il est mobilisé comme un dispositif d'analyse longitudinale de données qualitatives et quantitatives afin à la fois d'apporter un accompagnement à la décision politique aux élus locaux et d'être un espace ressource pour tous les acteurs. Il « devient un objet sociocognitif ouvert à de nouveaux usages et à de nouveaux acteurs de l'action publique territoriale » (Piponnier, 2010, p. 3). À travers les différentes enquêtes menées auprès des jeunes (Gurnade, 2013), « le vivre sa jeunesse » est appréhendé en analysant comment les jeunes s'inscrivent sur leur territoire de vie c'est à dire comment les jeunes apprennent, travaillent, se déplacent, s'engagent, communiquent, construisent des relations avec leurs proches, investissent l'espace public, etc.

Élaboré au sein d'une recherche-intervention, l'observatoire « vivre sa jeunesse » développe ses éléments constitutifs explicités *supra* et ainsi poursuit des enjeux qui vont au-delà des fonctions usuelles de ce type de dispositif. Une démarche participative est élaborée, à travers la mise en place de différentes instances impliquant l'ensemble des acteurs concernés par une politique de la jeunesse sur un territoire local. Les premiers concernés, les jeunes, usagers des politiques de la jeunesse, sont associés dès le démarrage et forme un groupe. De leur côté, les élus, les techniciens de la mairie et les partenaires institutionnels et associatifs du territoire sont également engagés dans le projet (Gurnade, 2015a). En tant que chercheure- intervenante, nous coordonnons et animons les différentes instances. L'observatoire se positionne comme un

dispositif socio-scientifique à l'interface des quatre mondes : scientifique, professionnel, politique et juvénile (Gurnade, 2015b). Il contribue à opérationnaliser leur interdépendance tout en préservant leur indépendance. L'observatoire « vivre sa jeunesse » est un espace de production, de capitalisation et de diffusion des connaissances et également un lieu de dialogues et de confrontations des savoirs des différents acteurs impliqués dans l'objectif de co-construire une connaissance partagée.

### **1.3. De l'implication des jeunes au groupe de travail à leur participation à la création d'une instance participative**

L'une des premières étapes de l'élaboration du dispositif s'est tournée vers la mise en place des instances de travail qui sont à la fois un comité de pilotage, un groupe de travail regroupant des opérateurs de terrain et un autre composé de jeunes. Deux stratégies ont été effectuées pour constituer le groupe de jeunes, acteurs sur lesquels nous portons notre attention dans cette communication. Les professionnels municipaux et associatifs de la jeunesse ont été sollicités et lors de la première enquête qualitative<sup>2</sup>, nous avons rencontré des jeunes. Ainsi, un groupe de huit garçons et filles entre 16 et 20 ans se sont engagés dans le groupe de travail de l'observatoire en participant régulièrement aux réunions. L'ensemble de ces jeunes participe à la vie locale de leur ville et a déjà un pouvoir d'action de par leur engagement dans une association ou dans un parti politique. Dans un premier temps, les jeunes distants des institutions n'ont pas souhaité venir. Les jeunes de ce groupe ont participé fortement à la création d'une nouvelle interface de communication et d'information destinée à la jeunesse, servant de support aux outils de recueil de données. Ils ont également contribué à la co-construction des différents outils de l'enquête déployée la deuxième année<sup>3</sup>. Certains d'entre eux ont effectué la passation du questionnaire dans les classes de collège et lors des temps d'interview dans l'espace public. Au cours du temps, la composition de ce groupe de jeunes s'est modifiée. Des jeunes sont partis contraints par des mobilités liées à leur étude pendant que d'autres ont intégré le groupe. En effet, suite aux entretiens effectués dans l'espace public

---

<sup>2</sup> Nous avons réalisé quatre types d'entretiens auprès de 42 jeunes; des focus groupe, des entretiens itinérants, des entretiens à partir d'un planning hebdomadaire et de photos d'événements de la ville et un entretien de confrontation entre deux générations (un jeune qui vit sa jeunesse dans la ville et un grand parent qui a vécu sa jeunesse dans cette ville).

<sup>3</sup> Cette enquête regroupe trois types d'outils complémentaires afin de recueillir l'écrit, le visuel et la parole. Un questionnaire a été co-élaboré avec trois modalités de passations différentes (en version papier, en ligne et en micro-trottoir) et 1572 retours ont été traités. Un jeu d'expression photo sur les pratiques informelles et non formelles des jeunes a été co-construit. Pour finir, une cabine d'expression ludique et itinérante a été créée pour récolter des expressions anonymes des jeunes sur leurs différents lieux de vie.

et aux réseaux sociaux, nous avons tissé du lien avec des jeunes garçons, en rupture avec les institutions et en forte défiance vis-à-vis d'elles. Petit à petit, ils ont souhaité faire un pas vers la mairie et s'impliquer dans le groupe. Une nouvelle dynamique s'est donc installée.

Les élections municipales qui se sont déroulées un après le début de la recherche-intervention ont eu des répercussions. En amont, des réflexions ont émergé sur la politique de la jeunesse et l'observatoire « vivre sa jeunesse » a été intégré dans le programme électoral, ce qui marque un intérêt au projet et contribue à garantir sa pérennité. Ensuite, une nouvelle équipe municipale, du même bord politique a été élue entraînant la nomination d'un premier adjoint en charge de la jeunesse, de la démocratie locale et de la laïcité et d'un jeune conseiller en charge de la jeunesse et des sports urbains. Quelques mois après son élection, le premier adjoint a mandaté le groupe de jeunes pour réfléchir à la mise en place d'un conseil consultatif de la jeunesse, promesse présente dans le programme politique et accolée à l'observatoire. Souhaitant davantage participer au débat local et impatient de pouvoir agir sur la politique de la jeunesse locale, les jeunes se sont emparés de cette demande. Plusieurs temps de discussion et de travail ont eu lieu sur ce projet de création d'une nouvelle instance et une délégation composée du jeune élu, de deux jeunes et de nous-même s'est rendu au congrès de l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et des Jeunes (ANACEJ) afin de s'enrichir des expériences et rencontrer d'autres jeunes engagés. En suivant trois rencontres ont eu lieu entre les jeunes et les décideurs locaux dans l'objectif de co-construire ce dispositif participatif. Nous pouvons nous demander quelle est l'enjeu derrière cette volonté des élus locaux d'associer les jeunes dans la mise en place d'une instance participative ; témoigne t-elle d'une reconnaissance du savoir d'usage des jeunes et du rôle de coproducteurs de projets locaux qu'ils peuvent jouer ou s'agit-il d'un souhait de se rapprocher des jeunes pour relégitimer leur fonction dans une optique électoraliste. S'agit-il d'une intention de renforcer le pouvoir d'agir des jeunes ou d'une logique de la participation davantage consumériste qui va cantonner les jeunes à un rôle de consultation ?

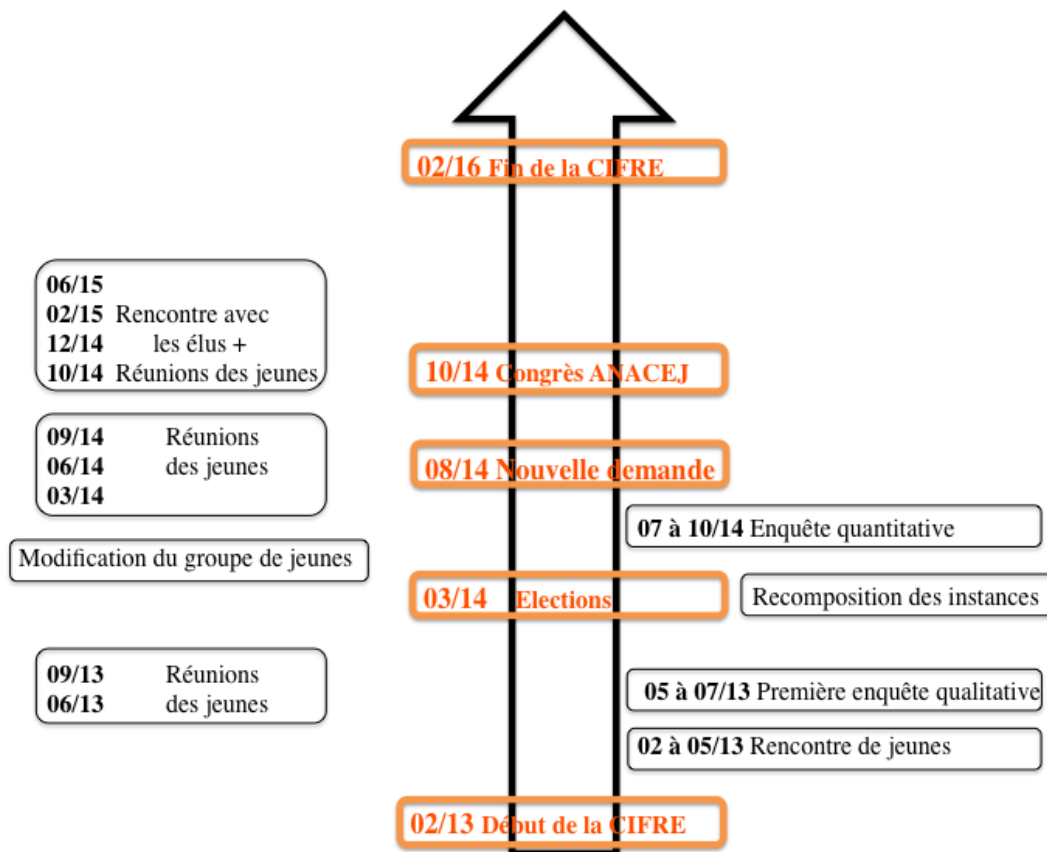


Figure 1 : la participation chronologique du groupe de jeunes

## **2. LA LÉGITIMATION DU SAVOIR D'USAGE DES JEUNES, UNE PREMIÈRE ÉTAPE VERS LEUR EMPOWERMENT**

Pour interroger la légitimation du savoir d'usage des jeunes et son lien avec la participation juvénile au processus de prises de décisions, la notion de savoir d'usage va être définie ainsi que celle « d'espace d'intéressement ». L'explication des notions clés de participation, d'émancipation et d'empowerment permettra d'apporter un éclairage important à la problématique.

### **2.1. Une forme de « savoir citoyen », le savoir d'usage**

Le postulat de départ détermine que la sphère scientifique n'a pas le monopole de la production des savoirs et que les savoirs scientifiques ne sont pas davantage légitimes que ceux qui se construisent dans la pratique. Dans la mesure où il n'y a pas seulement un mouvement descendant des savoirs scientifiques vers les savoirs pratiques, Derouet (2002) invite à dépasser le terme de transfert des savoirs pour parler de circulation qui serait plus appropriée pour

indiquer cet enrichissement réciproque. Le dispositif de l'observatoire, situé au centre de la recherche-intervention est établi pour permettre la rencontre et la confrontation de la pluralité des savoirs dont dispose le chercheur-intervenant, les professionnels, les élus et les jeunes. Le deuxième postulat pose que tous les citoyens disposent d'une compétence politique puisque chacun a un vécu, une histoire, des expériences. Les jeunes font partie des catégories des « sans voix » qui sont, en général peu associés à l'action publique locale.

Ainsi, le savoir d'usage des jeunes peut-il émerger dans le dispositif construit ? Est-il légitimé au même titre que les autres savoirs qui circulent ? Le dispositif va-t-il permettre d'inverser le sentiment d'illégitimité politique que peuvent avoir les jeunes ?

Le savoir d'usage s'intègre dans la catégorie des « savoirs citoyens » qui regroupe « l'ensemble des connaissances, des expériences et des techniques, c'est-à-dire non seulement les ressources cognitives (savoirs au sens strict), mais aussi les habilités pratiques (savoir-faire), que peut mobiliser un acteur qui ne dispose ni de statut d'élu, ni d'un statut de professionnel lorsqu'il intervient dans les dispositifs participatifs » (Nez, 2011, p.389). Cette forme spécifique de savoir est définie comme un savoir adossé à une pratique répétée de leur environnement immédiat (Sintomer, 2003). Les jeunes, citoyens, usagers et habitants de leur territoire en connaissent ses usages et son fonctionnement quotidien. Ils possèdent également d'autres savoirs comme des savoirs professionnels issus de leur pratique professionnelle, des « savoirs militants » qu'ils ont acquis dans les collectifs dans lesquels ils sont engagés.

Les jeunes participant au groupe de l'observatoire se construisent une place au travers de celle de leurs savoirs. Il s'agit donc de voir comment cet observatoire constitue-t-il un dispositif émancipatoire pour les jeunes. En quoi ce dispositif socio-scientifique permet l'émergence et la circulation du savoir d'usage des jeunes ? Et comment permet-il d'enclencher la démarche de participation juvénile citoyenne ? Plus précisément, comment à travers la nouvelle demande formulée de création d'une instance participative, la participation juvénile qui est le fruit d'un dispositif socio-scientifique et d'une démarche de recherche spécifique peut être préservée et aller jusqu'à l'impulsion de l'empowerment des jeunes ?

## **2.2. Les « espaces d'intéressement », un espace propice à la circulation des savoirs**

La sociologie des sciences et notamment des chercheurs du centre de sociologie de l'innovation de l'école des Mines ont développé la notion « d'espace d'intéressement ». « Le modèle de l'intéressement met en scène tous les acteurs qui se saisissent de l'objet ou s'en



détournement, et il souligne les points d'accrochage entre l'objet et les intérêts plus ou moins organisés qu'il suscite. » (Akrich, Callon & Latour, 1991a, p.51). Ils ont montré que « le destin de l'innovation dépend de la participation active de tous ceux qui sont décidés à la faire avancer » (Akrich, Callon & Latour, 1991b, p.53), ce que signifie que « le modèle de l'intéressement souligne la dimension collective de l'innovation. » (*Ibid.* p. 56).

Ces espaces regroupant de multiples acteurs avec une diversité de motivations et d'intérêts autour d'un projet commun constituent un lieu de circulation et de co-production de savoirs. « Le fonctionnement de l'espace d'intéressement doit évidemment reconnaître et respecter cette multiplicité des intérêts. Il doit en même temps mettre en place des procédures de traduction et de reproblématisation qui vont permettre à ces logiques différentes de communiquer et de coopérer » (Derouet, 2002, p. 18). Son fonctionnement est démocratique en reconnaissant la parole de chacun et en bousculant les hiérarchisations en place (Tavignot, 2008).

L'émergence et la circulation des savoirs nécessitent de construire un espace d'intéressement où la pluralité des savoirs des acteurs dialogue et se percute. L'observatoire « vivre sa jeunesse » est-il lui même un espace d'intéressement ? Quelle est, alors, la trajectoire du savoir d'usage des jeunes dans cet espace d'intéressement ?

### **2.3. De la participation à l'empowerment en passant par l'émancipation**

Arnstein (1969) a construit une échelle de la participation citoyenne qui apporte une grille de lecture intéressante pour mesurer le pouvoir des jeunes dans les décisions locales et leur degré d'implication dans l'observatoire. Les huit niveaux qu'elle détermine peuvent être regroupés en trois modalités. Les deux premiers niveaux qu'elle nomme manipulation et therapy renvoient à la « non participation » dans la mesure où l'objectif unique est d'éduquer les participants et de traiter leurs pathologies. Les niveaux 3, 4 et 5 (informing, consultation et placation) regroupent ce qu'elle désigne comme la « coopération symbolique ». Les citoyens sont informés, mais l'information circule de manière descendante dans un seul sens. Ils sont également consultés, mais sans aucune garantie d'être pris en compte. Et la conciliation consiste à autoriser les participants à faire des propositions sans pour autant avoir un pouvoir de décision. Les trois derniers niveaux (partnership, delagated power et degrees of citizen power) correspondent au « pouvoir des citoyens ». Dans la forme du partenariat, le pouvoir de décision et de planification est redistribué à partir de la négociation entre les citoyens et ceux qui le détiennent. Dans la délégation de pouvoir, les citoyens ont une place majoritaire et une autorité

réelle sur les prises de décision. Enfin, le « contrôle citoyen » concerne les différentes responsabilités de conception, de planification et de direction dont disposent les citoyens. Cette échelle met en exergue la nécessité de la redistribution du pouvoir aux citoyens dans les formes de participation. Recourir à l'information, la consultation, la collaboration impacte différemment l'émancipation des citoyens.

L'émancipation entendue comme la formation d'un acteur lucide et critique pour se libérer d'une autorité, d'une domination ou d'un pouvoir dispose d'une dimension individuelle et collective. « L'émancipation requiert plus qu'une transformation des personnes. Elle exige aussi des transformations institutionnelles qui modifient concrètement et durablement les rapports sociaux de domination » (Grootaers & Tilman, 2009).

De son côté, l'empowerment correspond au « processus par lequel un individu ou un groupe acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action, de s'émanciper » (Bacqué, 2005, p.54). L'empowerment vise à développer les marges de manœuvre, les capacités d'initiatives des citoyens afin qu'ils deviennent les acteurs de leur vie et que les rapports de pouvoir inégaux soient transformés. L'enjeu est alors de « construire un pouvoir d'agir via les potentialités des individus et autour de leur pluralité. Une option qui permet de considérer l'individu simultanément en tant qu'usager, habitant, citoyen, membre de réseaux formels et informels, a priori capable, si on lui en donne les moyens, de prendre part à la vie sociale et politique » (Filippi, 2013).

### **3. LE CARACTÈRE ÉMANCIPATEUR ET PARTICIPATIF DE L'OBSERVATOIRE** **« VIVRE SA JEUNESSE »**

Avant de présenter une partie des résultats de notre recherche-intervention, le matériau et la méthode d'analyse utilisés vont être décrits.

#### **3.1. La méthodologie mobilisée**

Pour repérer la trajectoire du savoir d'usage des jeunes et le caractère émancipateur de l'observatoire, nous nous appuyons à la fois sur des entretiens semi-directifs menés auprès des jeunes engagés dans le groupe de l'observatoire et des observations participantes de temps de rencontre et de réunions entre ces jeunes et les élus locaux. Au moment de l'analyse, le groupe de jeunes est constitué de six garçons âgés de 18 à 23 ans. La non-mixité est un concours de circonstances, les trois filles présentes au départ ont quitté Colomiers pour leur étude et à ce

jour aucune nouvelle fille n'a intégré le groupe. Les entretiens semi-directifs traités ici ont eu lieu la deuxième année auprès des cinq premiers jeunes présentés dans le tableau ci-dessous.

	Âge	Statut	Durée de l'implication dans l'observatoire	Engagements présents ou passés	Milieus sociaux
<b>H1</b>	21 ans	Étudiant et assistant d'éducation dans un collège de la ville	Depuis le démarrage	Président d'une association dans le champ social Bénévole sur des manifestations musicales et des colloques Éducateur sportif bénévole	Classe moyenne
<b>H2</b>	18 ans	Salarié	Depuis le démarrage	Représentant au conseil de la vie lycéenne Élu au syndicat étudiant Adhérent d'un parti politique Bénévole sur des évènements festifs	Classe moyenne
<b>H3</b>	23 ans	Sans statut de droits communs	Depuis 1 an	Bénévole dans une association Ancien jeune conseiller municipal	Classe basse
<b>H4</b>	18 ans	Étudiant	Depuis 1 an	Ancien jeune conseiller municipal	Classe moyenne
<b>H5</b>	18 ans	Lycéen	Depuis le démarrage	Adhérent d'un parti politique	Classe haute
<b>H6</b>	17 ans	Sans statut de droits communs	Depuis 1 an	Bénévole dans une association	Classe basse

Tableau 1 : Caractéristiques des jeunes du groupe de l'observatoire

Étant immergée sur le terrain et animatrice des différents temps de rencontre, la méthode de recueil de données utilisée est l'observation participante ouverte et active (Arborio & Fournier, 2010). Tous ces temps sont enregistrés et à la suite de celle-ci les grilles d'observation sont remplies. L'objet des trois réunions analysées concerne la création du conseil consultatif. Les réunions ont lieu dans une salle à la mairie à 18h30 les mardis.

	Date	Durée	Jeunes	Élus
<b>Observation 1</b>	10/14	1h40	H1, H2, H3, H4, H5	conseiller municipal (H-24 ans)
<b>Observation 2</b>	12/14	45min	H1, H3, H6	1er adjoint (H-47 ans)
<b>Observation 3</b>	02/15	45min	H1, H3, H4, H5, H6	1 <sup>er</sup> adjoint et conseiller municipal

Tableau 2 : Caractéristiques des réunions observées

L'analyse sémantique et thématique des interactions et des discours véhiculés pendant ces temps de rencontre et des discours issus des entretiens permet de dégager la trajectoire du savoir d'usage des jeunes et le rôle émancipateur et participatif de l'observatoire.

### **3.2. D'individualités hétérogènes vers la constitution d'un collectif émancipateur**

Les entretiens semi-directifs ont montré qu'initialement les jeunes se sont engagés dans le groupe de l'observatoire pour des raisons distinctes. Cette différence d'intérêts est liée à leurs expériences d'engagement et à leurs parcours de vie. Leur volonté était de prendre leur place de citoyen et de participer au débat public local sur la jeunesse.

H1 : « Je me suis engagé pour plusieurs raisons : pour pouvoir m'exprimer au sein d'un dispositif mis en place par la mairie, et pour y rapporter les problèmes qu'actuellement surmontent les jeunes et qui me sont remontés par le biais de mon association où des jeunes sont impliqués ».

H3 : « Je voulais faire entendre la parole des jeunes. J'ai des trucs à dire pour améliorer la prise en compte des jeunes sur la ville et notamment des jeunes qui vivent dans les quartiers dits difficiles, car c'est là où j'habite et c'est là où il y a de la galère. »

H2 : « Pour être tout à fait franc, n'étant plus scolarisé comme j'avais arrêté en cours d'année, lorsque tu m'as proposé de participer à l'observatoire, je me suis dit que c'était un bon moyen de m'activer un peu, me retrouver avec d'autres jeunes pour discuter, débattre, échanger ; je pense que j'avais besoin de ça à cette époque-là ».

Comme évoqué *supra*, la composition de ce groupe a été mouvante et il regroupe aujourd'hui des jeunes avec des statuts et des milieux sociaux différents. Lors de la première rencontre avec le jeune conseiller municipal (observation 1), un temps décisif d'interconnaissance entre pairs a eu lieu. Un dialogue s'est mis en place entre les jeunes eux-mêmes afin de comprendre les situations et réalités de vie de chacun.

H1 : « Je dirais que l'observatoire permet un échange entre jeunes issus de parcours et de milieux sociaux différents, et permet ainsi de restaurer une communication perdue entre jeunes suite à une nouvelle présence de réseaux sociaux ».

En confiance, les jeunes rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle ont pu notamment les décrire. Les jeunes ont discuté de leurs différences de modes de vie, de langages, de tenues vestimentaires et de crédibilité qu'ils renvoyaient aux décideurs locaux. À travers cet échange, ils ont reconnu la légitimité de chacun des jeunes et la richesse de construire un collectif constitué d'individualités hétérogènes qui s'enrichissent mutuellement.

Un des facteurs explicatifs qui a rendu possible cette inter-connaissance est le fait que le jeune conseiller municipal était considéré comme un de leur pair.

H-24 ans : « Moi je vais faire venir dans ce conseil consultatif, les jeunes des quartiers dont on parle comme j'en connais. Il y en a certains qui s'expriment peut-être mieux que toi ou toi. Tu as une façon plus éloquente de t'exprimer que certains, et bien tu seras plus crédible aux yeux de la mairie pour exprimer des choses qu'eux.

H4 : À nous de leur donner aussi la crédibilité.

H1 : Oui ça sera un collectif, on sera un collectif de jeunes.

H2 : Peut-être qu'un jour, avec cette expérience, ils prendront confiance et que ça passera mieux, car ils auront gagné en éloquence et pourront mieux s'exprimer.

H1 : Oui, cette expérience peut être une richesse pour nous tous, ça peut leur apporter à eux comme lui peut nous apporter. »

Par ailleurs, lors de la rencontre avec le premier adjoint (observation 2), compte tenu du petit comité et du cadre bienveillant installé, les trois jeunes présents ont été invités par l' élu à présenter leurs parcours.

H-47 ans : « D'avoir présenté vos parcours ça permet de construire un peu une relation de confiance entre nous, de savoir qui vous êtes. Ces témoignages de jeunes columérins je veux les entendre, je veux qu'ils s'expriment, je veux qu'on entende l'échec de l'institution, les mauvaises représentations qu'on a des jeunes. Vos témoignages sont capitaux pour nous. »

Au-delà de participer à construire du commun entre les jeunes et les décideurs locaux, ces récits de vie permettent de passer d'un état à un processus, c'est-à-dire de l'histoire subie à l'histoire conscientisée (Freire, 2013). « Le travail d'interprétation, de l'individuel au collectif (récits de vie, mémoire) peut être une manière de passer du statut d'objet (des politiques d'insertion, de prévention) à celui de sujet politique (être auteur de l'histoire, produire des propositions, des lois, choisir) de l'individu au collectif » (Morvan, 2006, p.16).

Le cadre de l'observatoire et la démarche déployée ont contribué à créer un espace de parole, d'expression, de conscientisation, d'ouvertures réciproques et de dialogue entre les jeunes eux-mêmes et entre les jeunes et les décideurs locaux.

### **3.3. La circulation d'un savoir d'usage au sein d'un espace d'intéressement**

L'analyse des entretiens et des observations a mis en lumière le développement des savoirs d'usage des jeunes et d'une réflexivité par rapport au « vivre sa jeunesse » dans un territoire péri-urbain à travers leur propre conscientisation de leurs vécus et expériences. Leurs savoirs d'usage exprimant à la fois des problématiques auxquelles ils étaient confrontés dans leur quotidien et des caractéristiques de la jeunesse ont participé à l'enrichissement des échanges sur le futur conseil consultatif de la jeunesse. Par exemple, les réflexions sur la tranche d'âge des jeunes à déterminer pour cette instance se sont basées sur les connaissances que les jeunes avaient de cette catégorie sociale.

H1 : « Les jeunes de 14 ans n'ont pas les mêmes préoccupations que les jeunes de 25 ans par exemple sur l'emploi, le logement donc c'est difficile de faire une tranche d'âge aussi large, 14-25 ans. C'est mieux 18-25 ans.

H-47 ans : Vous voulez aller jusqu'à 25 ans ?

H1 : Oui c'est intéressant. De nos jours la jeunesse, elle s'allonge. On ne rentre pas directement dans le monde du travail à 20 ans.

H3 : Oui et même il y en a qui ont plus de 25 ans et qui ne sont pas encore autonomes, non pas d'emploi, de logement et ils ont droit autant à la parole. »

Plusieurs conditions sont apparues pour que l'observatoire se positionne comme un espace d'intéressement rendant possible la circulation du savoir d'usage des jeunes et la co-construction d'un savoir partagé. Tout d'abord même si la demande est arrivée d'en haut, l'ensemble des acteurs, les jeunes et les élus ont la volonté de construire ensemble cette nouvelle instance participative par le dialogue ainsi qu'en décroissant les hiérarchies en toute confiance réciproque et dans un cadre bienveillant.

H-47 ans : « Moi je ne veux surtout pas que vous pensiez que je suis là pour vous influencer. Moi je ne veux pas piloter.

H1 : Au contraire, il faut que tu sois présent à la prochaine réunion pour qu'on puisse échanger sur nos idées et avancer ensemble. Après on reste sur de la transmission mutuelle, on sait très bien qu'on n'a pas toutes les compétences et que nous, nous pouvons t'apporter des choses du fait qu'on soit jeune. »

Puis, les différentes entrevues entre décideurs locaux et jeunes ont permis la négociation afin de déterminer des objectifs communs pertinents pour chacun d'eux. Les jeunes ont pu exprimer précisément leurs motivations, leurs attentes, leurs déceptions antérieures et leur scepticisme

par rapport à cette nouvelle instance participative. Ensuite, lors des échanges, les savoirs de chacun sont entrés en interaction. Une circulation horizontale du savoir d'usage des jeunes entre les jeunes eux-mêmes ainsi qu'entre les jeunes et les élus locaux a émergé. Le dispositif a régulé la trajectoire des savoirs vers des intérêts communs et partagés.

Pour finir, ces temps de rencontres ont participé à la construction de nouveaux savoirs individuels et à la co-construction de savoirs d'usage collectifs des jeunes « plus conceptualisés, structurés, car mis en débat collectivement » (Nez, 2011, p.392) qui entrent en dialogue avec les élus. De plus, les jeunes et les décideurs locaux cheminent ensemble ce qui rend possible la circulation des savoirs sur le « vivre sa jeunesse » à travers une réflexion collective issue d'expériences individuelles. De par les interactions de leurs savoirs, un double processus de mobilisation et de mutualisation des savoirs respectifs des acteurs s'installe. Ainsi, cette circulation des savoirs peut contribuer à redistribuer les cartes des jeux de pouvoir.

### **3.4. De la participation citoyenne des jeunes et à leur empowerment**

À partir de l'émergence de la parole, des savoirs des jeunes de l'observatoire et d'une existence collective citoyenne résultante d'une construction collective de connaissances, nous cherchons à savoir s'ils peuvent développer leur empowerment. Au départ, comme le disent eux-mêmes les jeunes quand nous leur avons demandé de positionner leur niveau d'implication sur la grille d'Arnstein, leur participation au sein de l'observatoire correspond à « la coopération symbolique ». À travers leur participation à la création de la nouvelle instance participative, les jeunes espèrent que les élus locaux leur confieront une autorité réelle dans le processus décisionnel, ce qui leur permettra de disposer d'un « pouvoir citoyen effectif » et de porter leur propre point de vue dans l'action publique. Ils sont conscients qu'une part active leur revient et qu'il sera nécessaire de conquérir leur place.

H1 : « S'ils ne nous donnent pas seulement un os à ronger et qu'on arrive à se faire entendre, ça va. Mais on sait qu'on va devoir faire aussi du forcing pour montrer qu'on est capable, prendre la place qu'on souhaite nous. »

Par ailleurs, l'analyse empirique a montré que les jeunes développent des compétences citoyennes qu'ils sont en mesure d'explicitier.

H3 : « Avec l'observatoire, je développe ma capacité à m'exprimer, à formuler et défendre mes idées et notamment devant des élus. »

H1 : « Nous pouvons communiquer ensemble sur des sujets qui nous concernent avec des points de vue différents. Nous apprenons à communiquer correctement entre pairs. »

De plus, les jeunes sont à la fois conscients des risques d'instrumentalisation, des logiques électoralistes des décideurs locaux ainsi que de la non légitimation de leur savoir et de leur pouvoir par rapport aux autres catégories de la population. Cette conscientisation constitue une première étape vers leur empowerment.

H5 : « On sait que c'est un jeu politique, qu'il faut qu'il y ait pour les élus une contrepartie pour gagner par exemple des électeurs sur la jeunesse, c'est normal qu'on soit un peu sceptique sur vos intentions. »

L'ensemble de ces points nous permet d'avancer la notion de « savoir émancipateur » « qui vise à former un individu critique, conscient de son appartenance à un groupe social, capable de comprendre la condition sociale de ce groupe et de conduire efficacement des actions réfléchies de transformation de cette condition » (Grootaers, 2011).

Pour autant, des blocages et des risques de dérives peuvent contraindre l'empowerment des jeunes. L'observatoire a permis la participation initiale des jeunes à la construction du cadre du futur conseil consultatif, mais plusieurs résistances des élus sont repérées dans la mesure où ils ne sont pas prêts à bousculer leurs représentations et leur schéma prépensé. Ils tendent parfois à amener les jeunes là où ils l'ont déterminé au départ. De plus, le risque de recréer les rapports de domination entre les milieux sociaux au sein du groupe de jeunes est constamment présent. L'enjeu vers l'atteinte de l'empowerment est de faire évoluer l'espace d'intéressement où un rapport de domination entre les jeunes, les décideurs locaux et les chercheurs<sup>4</sup> est encore existant vers « forum hybride » c'est à dire un « lieu d'échanges libres et ouverts dont le but est d'élaborer une conception du monde partagée entre les scientifiques, les politiques et l'opinion » (Derouet, 2002, p.19).

## **CONCLUSION**

Cette contribution a porté une analyse sur le rôle émancipateur et participatif d'un dispositif socio-scientifique situé à l'interface entre le monde académique, politique, professionnel et juvénile. Nous avons repéré les conditions pour qu'un observatoire « vivre sa jeunesse » constitue un espace favorable à la circulation du savoir d'usage des jeunes et à l'émergence d'une démarche de participation tournée vers l'empowerment. Une recherche-intervention menée « sur », « pour », « avec » et « par » des jeunes auprès d'un pouvoir politique local et

---

<sup>4</sup> En tant que chercheur-intervenante, nous sommes allées chercher les jeunes au départ pour l'intérêt de notre mission et de notre recherche.



plus précisément la formulation d'une nouvelle demande de création d'une instance participative a constitué le contexte de cette analyse.

Dans un premier temps, nous avons montré le passage d'individualités hétérogènes à la constitution progressive d'un collectif émancipateur. Le groupe de jeune regroupe une pluralité d'intérêts qui partagent un objet commun. L'inter-connaissance de ces membres et la confiance mutuelle entre les jeunes et les élus locaux ont instauré un cadre bienveillant pour faire émerger des récits de vie. Cette conscientisation à partir des vécus et des expériences constitue une première étape vers l'empowerment des jeunes.

Dans un deuxième temps, les caractéristiques qui permettent de considérer l'observatoire comme un espace d'intéressement ont été explicitées. Ainsi, le partage de volontés communes, la confiance réciproque et l'asymétrie des participants ont contribué à la production de nouveaux savoirs et à la création d'un savoir d'usage collectif des jeunes, nécessaire à la transformation sociale des rapports de domination. Dotés de ce savoir émancipatif, les jeunes ont dialogué avec les décideurs locaux afin de mutualiser leurs savoirs et co-construire un savoir partagé.

Pour finir, la participation des jeunes au sein de l'observatoire évolue d'une « coopération symbolique » vers un « pouvoir citoyen effectif ». Les jeunes sont conscients de leur capacité politique individuelle et collective ainsi que du rôle majeur à jouer pour conquérir la place qu'ils souhaitent et non celle que veut leur donner le pouvoir en place. Mais des blocages et des dérives sont encore prégnants et freinent l'empowerment des jeunes. Les jeunes sont en voie de développer « un savoir politique » c'est-à-dire un savoir qui leur permet progressivement de se passer de la tutelle des élus et des experts » (Nez 2011, p.392) et d'être auteurs de la transformation sociale. Cependant, les décideurs locaux veulent-ils et ont-ils intérêt à laisser s'émanciper les jeunes dans le risque de perdre leur pouvoir ?

## **BIBLIOGRAPHIE**

- Akrich, Madeleine, Callon, Michel and Latour, Bruno, 1991a. L'art de l'intéressement. In *Gestion de la recherche. Nouveaux problèmes, nouveaux outils*, Dominique Vinck, 27-52. Bruxelles : De Boeck.
- Akrich, Madeleine, Callon, Michel and Latour, Bruno. 1991b. L'art de choisir les bons porte-parole. In *Gestion de la recherche. Nouveaux problèmes, nouveaux outils*, Dominique Vinck, 53-76. Bruxelles : De Boeck.
- Arborio Anne-Marie and Fournier, Pierre. 2010. *L'observation directe : l'enquête et ses méthodes*. Paris : Armand Colin.
- Arnstein R., Sherry. 1969. A ladder of citizen participation. *Aip Journal* : 216-224.
- Bacqué, Marie Hélène. 2005. L'intraduisible notion d'empowerment vue au fil des politiques urbaines américaines, *Territoires*, 460 : 32-35.
- Bedin, Véronique. 2013. *Conduite et accompagnement du changement. Contribution des sciences de l'éducation*. Paris: L'harmattan.
- Derouet, Jean-Louis. 2002. Du transfert à la circulation des savoirs et à la reproblématisation. De la circulation des savoirs à la constitution d'un forum hybride et de pôles de compétences. Un itinéraire de recherche. *Recherche et formation*, 40 : 13-25.
- Dewey, John. 2011. *Démocratie et éducation. Suivi de Expérience et éducation*. Paris : Armand Colin.
- Faure G., Gasselin P., Triomphe B., Temple L., Hocdé H, ed. 2010. *Innover avec les acteurs du monde rural : la recherche-action en partenariat*. Paris : Quae.
- Filippi, Marie. 2013. Au-delà de l'autonomie, l'empowerment. *Le sociographe*, 5 : 193-203.
- Freire, Paulo. 2013. *Pédagogie de l'autonomie*. Toulouse : Erès.
- Grootaers, Dominique & Tilman Francis. 2009. *Empowerment et émancipation même combat*.  
En ligne
- Grootaers, Dominique. 2011. *Savoir et émancipation. Types de savoirs et étapes d'émancipation*. En ligne
- Gurnade, Marie-Madeleine. 2013. Premier rapport d'étape de la recherche-intervention : la construction d'un observatoire « vivre sa jeunesse ». (237p).

- Gurnade, Marie-Madeleine. 2015a. Mener une recherche-intervention dans le cadre d'une CIFRE : l'observatoire du « vivre sa jeunesse ». In *La recherche-intervention par les Sciences de l'éducation*, Jean-François Marcel (dir.). À paraître. Dijon : Educagri.
- Gurnade, Marie-Madeleine. 2015a. L'observatoire comme dispositif au centre de l'articulation de la recherche et de l'intervention. In *Recherche-intervention et accompagnement du changement en éducation*, Dominique Broussal and Pascale Ponté (dir.). À paraître. Paris : L'Harmattan.
- Jouve, Bernard. 2006. Politiques publiques et empowerment, l'exception française. *Economie et humanisme*, 379 : 99-101.
- Legros, Valérie et al.. *Développer des compétences de formateurs dans un espace d'intéressement : Participation à une recherche incluant des écoles primaires*. En ligne.
- Loncle, Patricia. 2008. *Pourquoi faire participer les jeunes. Expériences locales en Europe*. Paris : Broché.
- Marcel, Jean-François. 2010. Des tensions entre le « sur » et le « pour » dans la recherche en éducation: questions(s) de posture(s). *Cahiers du CERFEE*, 27-28 : 41-64.
- Marcel, Jean-François. 2015. *La recherche-intervention par les Sciences de l'éducation*. À paraître. Dijon : Educagri.
- Morvan, Alexia. 2006. *L'éducation au politique comme pratique d'émancipation et de transformation sociale*. Communication à Paris pour la journée d'étude internationale : mémoire, territoire et perspective d'éducation populaire.
- Nez, Héloïse. 2011. Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris. *Sociologie*, 2 : 387-404.
- Piponnier, Anne. 2010. Observer pour gouverner : information, prescription et médiation dans les observatoires numériques territoriaux. *Etude de communication*. 34 : 109-126.
- Sintomer, Yves. 2008. Du savoir d'usage au métier de citoyen ? *Presses de sciences po*, 3(31) : 115 -133.
- Tavignot, Patricia. 2008. Circulation de savoirs et espace d'intéressement, types de savoirs dans un dispositif d'accompagnement. *Recherche et formation*, 58 : 43-56.